

Communiqué

Consultation régionale pour les Institutions Nationales des Droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest, Accra, 29-31 mai 2019

Accra, 31 mai: Du 29 au 31 mai 2019, les Institutions Nationales des Droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest se sont réunies à Accra dans le cadre d'une consultation régionale organisée conjointement par la Commission des Droits de l'Homme et de la Justice Administrative du Ghana (CHRAJ), le Réseau des Institutions Nationales des Droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest (NNHRI-WA), la Commission de la CEDEAO, le Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest (HCDH-BRAO) et Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS).

Au cours de trois jours de consultation, les participants de 15 pays ont partagé leurs expériences et les enseignements tirés de la promotion de la culture des droits de l'homme et de l'état de droit dans la région et ont identifié des approches opérationnelles permettant de remédier aux obstacles actuels à la pleine jouissance des droits de l'homme.

Tout en reconnaissant le soutien des États membres aux Institutions Nationales des Droits de l'Homme et la nécessité de le renforcer, les participants ont insisté sur l'importance d'une plus grande indépendance des INDH à travers le renforcement des cadres juridiques, de l'autonomie opérationnelle et financière, en lien avec aux Principes de Paris.

Les participants ont souligné le rôle essentiel des Institutions Nationales des Droits de l'Homme nécessaire à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et de la Vision 2020 de la CEDEAO, en lien avec les Déclarations de Merida et de Kigali sur les ODD. Ils ont également identifié des opportunités y afférentes, notamment par le biais d'une collaboration avec les entités nationales impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans nationaux de développement.

Les participants ont aussi appelé à plus de synergies pour faire face aux défis de protection des droits de l'homme liés aux migrations. Ils ont réitéré, la nécessité pour leurs États respectifs d'intégrer les droits de l'homme dans la mise en œuvre du Pacte Mondial pour les Migrations.

En perspective des élections prévues en 2020 et à forts enjeux dans bien des pays de la sous-région, les participants exhortent les gouvernements, les organisations régionales et internationales à prendre toutes mesures nécessaires en faveur des scrutins pacifiques, crédibles, transparents et respectueux des droits de l'homme. À cet égard, les participants ont convenu de suivre de près les questions relatives au discours haineux, à la représentation des femmes et à la participation inclusive, à la militarisation des processus électoraux, au respect de l'État de droit, ainsi qu'à la lutte contre les pratiques d'achat des consciences. Ils se sont également engagés à prendre part aux débats nationaux sur le contrôle de constitutionnalité en vue d'inclure les normes relatives aux droits de l'homme et à l'état de droit.

Fortement préoccupés par l'évolution des menaces à la sécurité, notamment l'extrémisme violent et le terrorisme, la criminalité transnationale organisée, la violence intercommunautaire, les conflits entre agriculteurs et éleveurs et leurs conséquences négatives sur les populations concernées, les participants ont aussi appelé à plus d'effort concertés pour prévenir de tels actes tout en reconnaissant la résilience des communautés touchées.

Les participants ont en outre reconnu le rôle des défenseurs des Droits de l'Homme, y compris des organisations de la société civile (OSC), et ont rendu hommage à ceux qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions tout en présentant leurs condoléances à leurs familles respectives.

Les participants ont salué le partenariat constructif avec la CEDEAO, le G5 Sahel, le HCDH-WARO et l'UNOWAS et son soutien au travail des institutions nationales des droits de l'homme.

Enfin, ils ont remercié le gouvernement et le peuple de la République du Ghana pour l'organisation de la consultation et pour leur hospitalité.